

RASSEMBLEMENT CONTRE LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES

SAMEDI 25 NOVEMBRE à DOLE
11H30 Place de la Sous-Préfecture

Enfin ! Les « grands » médias submergés pas les réseaux sociaux dénoncent les violences sexistes. Mais c'est souvent de l'information-spectacle. Que faire dans les entreprises, dans la rue, à l'école ...?

Les milliers de témoignages révélés depuis quelques jours sur les réseaux sociaux suite à l'affaire Weinstein démontrent encore une fois l'ampleur des violences subies par les femmes. Ces témoignages ont nécessité beaucoup de courage, ils exposent les victimes. Ils doivent être suivis d'actes forts pour que plus jamais de telles situations ne puissent se reproduire en toute impunité.

L'annonce par le gouvernement d'une loi ouvre enfin la possibilité de l'adoption d'une loi-cadre sur les violences sexistes et sexuelles. Le problème c'est le contenu. Le gouvernement oublie de nous parler des 2 leviers essentiels : les moyens humains et financiers pour protéger les victimes de violences, et les outils spécifiques pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Pourtant, l'affaire Weinstein qui a déclenché cette prise de parole des femmes, est justement un cas de violences sexuelles au travail. 80% des femmes disent être victimes de sexisme et 20% de harcèlement sexuel au travail.

Les violences contre les femmes sont un phénomène de société massif et grave, et ne sont pas, contrairement à ce qu'on entend souvent, le fait de quelques individus malades et / ou marginaux.

Appel au rassemblement par :

OLF39 (Osez Le Féminisme), LDH (Ligue des droits de l'homme), CIDFF (Centre d'informations aux droits des femmes et des familles), NPA, PCF, EEVL, France Insoumise (Dole Jura Nord), CGT, FSU et Peuples solidaires.

Le gouvernement ne peut plus désormais ignorer que le problème est structurel et qu'il requiert une réponse politique. Après six mois à affirmer que la lutte pour l'égalité femmes-hommes serait la grande cause du quinquennat, il est temps que le gouvernement Macron tienne ses engagements et fasse de la lutte contre les violences une priorité politique.

Parce qu'il est urgent de poursuivre nos actions de lutte contre les violences, de remettre les bons mots sur les faits, mettre la parole des femmes au centre de nos actions, exiger de la justice qu'elle soit juste. Partout en France, nous serons mobilisé.e.s ce samedi 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes.

Une réalité chiffrée :

De la violence verbale du harcèlement de rue jusqu'au meurtre, les violences exercées contre les femmes sont constantes et répétées. 62 000 femmes majeures sont victimes de viol ou de tentative de viols chaque année en France, 580 000 subissent au moins une agression sexuelle (enquête VIRAGE). D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, **157 personnes, 123 femmes et 34 hommes, sont décédées de violences conjugales en 2016**. Soit 13 de plus qu'en 2015 soit **une femme victime tous les 3 jours** de son conjoint ou ex-conjoint. Selon une moyenne établie par l'INSEE entre 2010 et 2015, 223 000 femmes sont victimes de violences de la part de leur conjoint ou ex conjoint. 100% des femmes ont déjà subi du harcèlement dans les transports en commun. **Cette violence engendre un coût estimé à 2,5 milliards d'euros par an. Il y a donc urgence à agir pour lutter contre les violences.**

→ Lutter contre ces violences demande une solution globale qui commence par l'éducation et qui sera permise par la mise en place d'une politique volontariste dotée de réels moyens sur le long terme.